

Une vingtaine d'ONG sans subsides dès 2017

Un screening des ONG, au 1^{er} semestre 2016, a réduit de 20 % le nombre d'acteurs accrédités. Sans subsides du fédéral, certaines risquent de fermer boutique.

● Caroline FIXELLES

Le paysage des ONG subira une sérieuse cure d'amaigrissement dès 2017. Sur 104 organisations non gouvernementales agréées en 1998, 70 conserveront leur accréditation pour les cinq années à venir. Ce qui leur permettra d'avoir accès aux subsides de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

Une petite révolution qui fait suite au screening réalisé dans le secteur au premier semestre 2016. Un examen visant à vérifier, selon le cabinet du ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo (Open Vld), si les ONG disposent d'un « système performant de maîtrise de l'organisation ».

Communication, risques, personnel... 10 domaines de gestion ont ainsi été sondés.

Critères et lourdeur

Redouté par les ONG, ce screening a entraîné une réduction de 20 % des acteurs accrédités : 20 ONG ont échoué et une dizaine d'autres n'ont pas présenté le test.

Sur le terrain, on se dit étonné des critères d'évaluation choisis et de la lourdeur administrative de l'exercice. « Le secteur des ONG a été bloqué durant 8 à 9 mois, raconte

Mario Bucci, qui travaille dans le secteur depuis 15 ans. *Tout le monde était concentré sur le screening. On n'avait jamais connu cela.* »

« Les ONG comme des risques »

Membre de l'ONG Gresea, recalée au screening, Mario Bucci peste : « Si auparavant le screening était quelque chose d'assez léger (organisé tous les 10 ans, NDLR) et consistait à distinguer les ONG "dignes de confiance", désormais les subsides sont vus comme des investissements et les ONG comme des risques ».

Certains parlementaires se sont en outre étonnés du choix du cabinet Deloitte pour réaliser ce screening, du fait que cela implique d'évaluer les ONG selon des critères du management privé.

Sur le terrain, on estime que les grosses organisations ont été favorisées, au détriment des plus petites. « Il fallait beaucoup de personnes pour préparer le screening mais aussi pour fonctionner selon ces modalités », justifie Mario Bucci.

Les petites structures touchées

Par ailleurs, sur les 20 ONG qui ont échoué, 80 % sont francophones, dit Arnaud Zacharie du CNCV-IL.II.II.II. On est ainsi passé de 49 ONG francophones, 23 flamandes et 32 fédérales à respectivement 27 francophones, 16 fla-

mandes et 26 fédérales. « Il y a une volonté politique claire du gouvernement de réduire le nombre d'acteurs et notamment les francophones, affirme Arnaud Zacharie. Car sociologiquement, il y a plus d'ONG de petite taille en Wallonie et de grosse taille en Flandre. » Nos interlocuteurs mettent cela en lien avec la compression des effectifs de la DGD ces dernières années : « L'administration doit gérer le même budget avec moins de personnel. Il faut donc avoir moins de dossiers. »

Les ONG busées ne pourront plus prétendre aux subsides fédéraux avant le prochain screening, dans 5 ans. À moins de passer par des partenariats avec des ONG accréditées. Pas facile lorsque les ONG ne sont pas toutes sur Bruxelles ou traitent de problématiques bien spécifiques. Reste à savoir si les résultats du screening impacteront l'accès à d'autres types de financement, comme ceux de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Des discussions sont en cours, nous glisse-t-on. ■

« Il y a une volonté politique claire de réduire le nombre d'acteurs et notamment les francophones. »

De Croo : « Pas contre un groupe »

Alexander De Croo s'inscrit en faux contre le fait que certains indicateurs du test viendraient du management privé. « Même si elles sont animées par des objectifs et parfois des valeurs différentes, les organisations du secteur privé et les ONG font face à des enjeux de gestion similaires : gérer un cash flow, développer une stratégie claire... Un nombre marginal d'ONG

s'oppose à l'idée même de gestion parce que cette notion, qui serait originaire du privé, viendrait pervertir leurs idéaux de solidarité. Nous le regrettons. Rien n'oblige non plus ces ONG à solliciter des subsides... » Alexander De Croo rappelle à ce titre être responsable de la bonne utilisation par la coopération non-gouvernementale

de 230 millions € de deniers publics par an. Le ministre réfute enfin toute lecture communautaire du résultat : « La coopération est une matière fédérale, gérée comme telle. [...] Il y a beaucoup de petites ONG francophones qui ont réussi. L'examen n'était pas dirigé contre un groupe. De plus, les exigences de réussite des petites ONG étaient inférieures à celles des grosses. »

« Le carnage dans les ONG, c'est maintenant »

Pour les ONG qui se retrouvent sans agrément en janvier, c'est l'incompréhension. « Sans scrupule, on jette à la poubelle notre approche, notre expérience après 50 années de travail dans le développement au Sud, et après avoir obtenu le financement pendant 17 ans », réagit Cecilia Diaz de l'ONG Frères des Hommes.

Sur le terrain, on craint de voir certaines ONG fermer boutique.

Pour l'ONG Gresea, une association d'éducation permanente et de recherche sur l'économie politique, cette perte d'agrément pourrait se traduire par une perte d'emploi : « On continuera à exister car nous avons une structure de financement qui dépend de plusieurs ressources et pas uniquement de la DGD, commente Mario Bucci, 57 ans, chercheur au Gresea. Mais pour nous, ce qui était justement synonyme de bonne gestion a été jugé trop complexe par le screening. En demandant 45 000 €/an, on représente donc

plus de risque que des ONG qui demandent 12 millions €. »

À Huy, Action Développement Parrainages Mondiaux (ADPM) est une ONG depuis 2008. L'ASBL, n'a même pas été jusqu'au screening. « On nous a dit d'emblée que ce que nous faisons n'était pas "adapté", raconte Pilar Pineiro. On travaille, nous dit-on, depuis trop longtemps avec les mêmes partenaires sur le terrain. »

ADPM craint pour son image auprès des donateurs et des partenaires. Aujourd'hui, grâce à l'ONG, la scolarité de 200 jeunes est parrainée au Liban, au Rwanda et au Burundi. « Un jeune Burundais va terminer ses études de médecine. Il pourra aider sa famille mais aussi la population – les médecins ne courent pas les rues là-bas. C'est ça aussi la coopération. »

Une « autre » coopération

Or, pour Pilar Pineiro, le gouvernement a une autre définition de

la coopération : « Avec les réformes qui se mettent en place, la coopération voulue se définit par des résultats rapides, sur de larges populations. Les ONG doivent devenir de grosses structures avec des plans stratégiques, de communication. Je suis déçue de ne plus être agréée mais je garde mes valeurs. »

Agnès Muamba, fondatrice de l'ONG Petits Pas à Braine le Comte, a décidé de ne pas passer le screening : « J'ai été découragée par la lourdeur. Ce sont des ordres, des contrôles et des changements tout le temps. Ça suffit ! On est en train d'enlever l'âme des ONG ».

Même constat pour Mario Bucci du Gresea : « On restructure, on baisse le nombre d'acteurs, on coupe... On assiste à une transformation des ONG en prestataires de services avec une capacité de gestion vérifiée par des screenings. La dimension humaine a été débarquée. Le carnage dans le secteur des ONG, c'est maintenant. Et c'est irréversible. » ■

Budget : « Les ONG gourmandes »

Si les ONG qui ont réussi le screening peuvent avoir accès aux subsides du fédéral, il n'est pas certain pour autant que leurs programmes (2017-2021) soient tous totalement financés, avertit Arnaud Zacharie du CNCND.

L'accord de gouvernement prévoit en effet que la coopération participe à l'effort budgétaire à hauteur d'1 milliard € sur la législation. Une réduction de 8,5 %, négociée avec le secteur, doit être assumée par les ONG qui représentaient en 2015 un

budget de 122 millions €.

Arnaud Zacharie estime toutefois que les coupes seront plus importantes puisque le ministre De Croo a décidé de supprimer le Fonds belge de sécurité alimentaire, qui finançait des projets d'ONG dans le domaine agricole. Résultat : les demandes de subsides des ONG ont explosé. « Malgré nos appels à la vigilance, les ONG sont trop gourmandes. La totalité des demandes pour 2017-2021 dépassent de 10 % environ le budget prévu »,

dit Luc Langouche, secrétaire général de l'Acodév (fédération des ONG). Au total, une enveloppe d'1,2 milliard € est destinée à la coopération non gouvernementale : 55 % pour les ONG, 45 % pour les acteurs institutionnels (associations des villes et des communes, etc.).

Luc Langouche reconnaît que c'est la première fois que l'on coupe dans la coopération. Et Arnaud Zacharie d'enchériser : « Ces coupes sont catastrophiques. Il y va de la survie de certaines ONG (beaucoup dépendent en grande partie de la DGD). » ■

Réformer et simplifier le secteur

Parallèlement au screening, le ministre De Croo a mis en place une réforme de la coopération non gouvernementale. Un chantier motivé notamment par le projet d'« efficacité de l'Aide » de l'OCDE (2005) qui veut combattre la fragmentation des lignes budgétaires, des secteurs, etc.

La réforme belge poursuit trois objectifs. Premièrement, une meilleure **cohérence** des actions. « *Nous financions en 2014 une grosse centaine d'acteurs de la coopération non gouvernementale, chacun développant sa*

propre stratégie, sans tenir compte de ses voisins », observe le ministre De Croo. On peut désormais voir la coopération comme une fusée à 3 étages : les ONG qui travaillent dans un même pays font une analyse commune ; les acteurs identifient alors des cibles stratégiques (santé, etc.) ; enfin, les acteurs décident de présenter un programme seul ou avec une autre ONG.

Deuxièmement, la réforme vise à **concentrer** les actions des ONG sur une trentaine de pays au lieu d'une cinquan-

taine. Pour renforcer l'impact.

Enfin, la réforme pose les conditions d'une **simplification** administrative. Le but ? Passer de 120 à 40 programmes de coopération non gouvernementale à gérer par la DGD – ce qui peut passer par des programmes communs, sans nécessairement diminuer le nombre d'acteurs.

« *Le chacun chez soi, c'est fini*, dit Luc Langouche de l'Acodév. *Et le pouvoir public veut mettre fin à la kyrielle de chapelles juxtaposées. S'il est bon d'aborder les problèmes ensemble, c'est un saut vers l'inconnue pour beaucoup d'ONG.* » ■